

Commission : Sommet UE-CELAC

Sujet : Comment renforcer la coopération politique, économique et sociale entre l'Europe et la CELAC tout en surmontant les défis environnementaux globaux ?

Auteur : Venezuela

Le Venezuela, pays d'Amérique du Sud et membre de la CELAC, occupe une place clé dans les relations entre l'Amérique latine et l'Union européenne. Actuellement dirigé par le président Nicolás Maduro du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), le pays traverse une période marquée par des défis politiques et économiques, mais reste un acteur majeur dans la coopération régionale.

L'un des principaux enjeux de la relation UE-CELAC est de construire un partenariat économique plus juste. Le Venezuela, qui repose historiquement sur l'exploitation pétrolière, cherche à diversifier ses sources de revenus et à renforcer ses échanges avec des partenaires fiables. Cependant, les restrictions économiques et les sanctions internationales compliquent ces ambitions, ce qui pousse le pays à explorer de nouvelles opportunités de coopération.

Politiquement, l'enjeu est aussi de parvenir à un dialogue équilibré. L'UE met souvent en avant les droits de l'homme et la gouvernance démocratique dans ses relations avec la CELAC, tandis que le Venezuela défend la souveraineté des États et le respect du principe de non-ingérence. Cette divergence de visions peut représenter un défi, mais aussi une opportunité de construire un dialogue plus ouvert et inclusif.

Enfin, la question environnementale est un défi commun. Le Venezuela possède l'un des écosystèmes les plus riches du monde, avec l'Amazonie et l'Orénoque, mais il est aussi confronté à des problèmes comme la déforestation et la pollution liée à l'industrie extractive. Pour avancer sur ces sujets, il est crucial d'adopter des politiques environnementales qui prennent en compte à la fois la préservation des ressources et les réalités économiques du pays.

Le Venezuela soutient un modèle de coopération fondé sur le respect mutuel et le pragmatisme. L'Europe est un partenaire clé pour la CELAC, mais les accords doivent être équilibrés et ne pas créer de dépendances économiques ou politiques. Pour cette raison, le Venezuela privilégie des échanges basés sur l'investissement productif et le transfert de technologies, plutôt que sur des politiques d'aides conditionnées.

Sur la scène internationale, le Venezuela a soutenu la Déclaration de Santiago, qui fixe des objectifs communs en matière de coopération entre l'UE et l'Amérique latine. Il a aussi participé à divers accords régionaux visant à renforcer l'intégration économique et la souveraineté des États latino-américains.

Pour améliorer la coopération UE-CELAC, le Venezuela propose de repenser les accords commerciaux en mettant en place des partenariats plus équilibrés et plus inclusifs. Il est essentiel d'encourager les investissements dans des secteurs stratégiques comme l'agriculture durable, l'énergie renouvelable et les infrastructures de transport, qui pourraient profiter autant à l'Amérique latine qu'à l'Europe.

Le Venezuela plaide aussi pour la création d'un fonds commun pour la transition énergétique UE-CELAC, qui permettrait aux pays de la région d'avoir accès à des financements pour développer des solutions énergétiques plus durables, sans pour autant freiner leur croissance. Ce fonds pourrait servir à moderniser les infrastructures et à soutenir la recherche sur de nouvelles alternatives écologiques adaptées aux réalités locales.

Enfin, sur le plan environnemental, le Venezuela insiste sur la nécessité de protéger les écosystèmes tout en garantissant le développement économique. Cela passe par un renforcement des échanges scientifiques et technologiques entre l'UE et la CELAC, mais aussi par des initiatives communes en faveur de la conservation des forêts et de la gestion durable des ressources naturelles.

Le Venezuela reste convaincu que la coopération entre l'UE et la CELAC doit évoluer vers un modèle plus juste et plus respectueux des spécificités de chaque pays. Il défend un partenariat où les échanges économiques et technologiques sont au cœur de la relation, tout en veillant à ce que chaque État conserve sa souveraineté et ses choix de développement. En favorisant des accords mieux adaptés aux besoins de l'Amérique latine, en soutenant la transition énergétique et en renforçant la diplomatie régionale, le Venezuela souhaite contribuer à une relation UE-CELAC plus équilibrée, stable et tournée vers l'avenir.